

La vérité sur le logement social, par Anthonin Lamoureux

écrit par Christine Tasin | 27 mars 2012



Mallaurý Nataf, l'actrice de série TV, avait ému une partie des Français en relatant son parcours de SDF et le manque de places d'hébergement (il existe des dizaines de centres d'accueil en Ile de France). Aucune association « anti raciste » n'avait relevé les propos que cette dernière avait tenus dans l'hebdomadaire TV Figaro du 7/02/12 : « Dans ces centres, il y a 80% d'Africains, 10% de musulmans, 10% de Maghrébins et pratiquement aucun

français. ».

Dans les faits, Sarkozy a créé la loi DALO (droit au logement opposable), obligeant la France (donc les contribuables français) à loger toute personne suite au mouvement du canal Saint Martin et de l'association « des enfants de Don Qui Chotte ». De là sont nés des dizaines de Centre d'Hébergement d'Urgence et de Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale afin de fournir un toit aux sans abris. Melle Nataf a révélé une vérité : ce ne sont pas les SDF français qui ont bénéficié de ces structures.

Dans la pratique, une personne sans logement ou en hébergement temporaire doit déposer une demande DALO qui passe par une commission présidée par le préfet. Les personnes logées dans les centres sont donc prioritaires dans l'attribution des logements HLM. Il est à noter également que bon nombre de familles africaines ont été expulsées parce qu'elles ne payaient pas leur loyer

(un lien à faire avec les transferts d'argent vers l'Afrique ou la progression annuelle de 9% des vols vers ce continent ?).

Une étude de la DRIHL (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement) du 20/12/2011 sur « le relogement des personnes hébergées en Ile de France » confirme les propos de Melle Nataf : Les personnes interrogées sont majoritairement nées à l'Etranger (79.7%) et principalement dans un pays d'Afrique sub-saharienne (77,9%). A cela se rajoutent les déclarations de Nicolas Sarkozy le 23/12/11 dans le Monde : « le turnover dans les logements sociaux ne fonctionne pas ». « *On ne peut pas passer toute sa vie dans un logement qu'on a obtenu à l'âge de 30 ans* ».

D'un côté la loi oblige à reloger massivement des étrangers et d'un autre, le chef veut que les plus anciens bénéficiaires des HLM laissent leur place. Un pas de plus est franchi dans la

logique de substitution de population !

Bref, la France compterait 3,6 millions de mal logés. Notons cette citation (Télérama 18/11/11) : « Il faut construire, et massivement, dit Jean-Baptiste Ayrault, de l'association Droit au logement (DAL). Il manque dans les grandes agglomérations un million de logements, dont 600 000 HLM. Rien qu'en Ile-de-France, il en faudrait 70 000 par an pour rattraper le déficit, on est à peine à 40 000. ».

Quelle ironie dès lors que l'on sait que notre pays accueille officiellement 190 000 immigrants/an (dont 5% pour travailler) et qu'il faut bien les loger. Si l'Etat a dépensé, via l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, plus de 40 milliards d'euros en 30 ans (essentiellement pour l'habitat) dans 530 zones à fortes concentrations d'immigrés, on se rend compte que nos impôts n'auront pas permis de faire réduire le ratio offres/demandes de

logements. Le Parisien du 17/05/11 signalait que le coût des logements anciens avait augmenté de 141% en 12 ans. Cette augmentation du prix de vente aurait-elle un lien avec le constat de Malika Sorel (11/03/10) : « Le taux d'immigrés propriétaires de leur logement est passé de 34% en 1992 à 40% en 2002, les personnes nées françaises étant 56% à être propriétaires à cette dernière date ».

On se rend compte que les logements sociaux se voient attribués de façon prioritaire aux immigrés via la loi DALO, que l'Etat construit essentiellement dans les zones à forte immigration et que cette dernière pèse directement sur le prix de vente soit en rentrant en concurrence avec les français soit en raréfiant le marché.

Le comble de l'ironie a été atteint le 4/02/12 par Libération et le président Sarkozy avec une photo pour illustrer la visite d'un chantier de logements sociaux par ce dernier à Mennecey : il était

entouré de 7 personnes originaires d'Afrique. Des ouvriers immigrés coûtant peu cher et dociles viennent construire des logements sociaux pour d'autres immigrés. La boucle est bouclée, notre présence ne servant qu'à financer les grandes entreprises, les immigrés salariés et les chantiers pour permettre à une nouvelle population de vivre mieux : c'est cela la mondialisation.

Anthonin Lamoureux